

Notedesservicen °95-118du 10mai1995

(Education nationale: Lycées et Collèges, Personnels d'inspection et de direction)
Texte adressé aux recteurs.

Organisation et fonctionnement des services académiques desd'inspection de l'apprentissage.

NOR:MENL9500898N

Comme le prévoit l'article 15 du décret n° 93-316 du 5 mars 1993 pris pour l'application de l'alinéa 2 de l'article 92-675 du 17 juillet 1992, il apparaît nécessaire de préciser les conditions d'organisation des services académiques d'inspection de l'apprentissage, afin de leur permettre de s'adapter à l'évolution législative et réglementaire de l'apprentissage.

Cette évolutions'est caractérisée enotamment par:

L'élargissement de l'apprentissage depuis la loi n° 87-572 du 23 juillet 1987 à l'ensemble des niveaux de formation professionnelle ou technologique, y compris à celui de l'enseignement supérieur;

L'abrogation, par la loi du 19 décembre 1993, de nouvelles modalités d'engagement d'apprentis par les entreprises, qui remplacent la procédure de demande d'agrément préalable;

L'opportunité offerte par l'article 57 de la loi du 20 décembre 1993 d'assurer des enseignements dans les établissements d'apprentissage et dans les établissements de formation et de recherche en vue d'autres ministères;

Les nouvelles compétences des conseils régionaux et
domaine de l'apprentissage, notamment dans le cadre
développement des formations professionnelles des je
le rôle privilégié des partenaires sociaux dans le
des contrats d'objectif et des plans régionaux de
jeunes;

L'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial, rendue possible par la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992.

Lacréationparledécretn°90-675du18juillet1990modifiédestatutsparti culierspourlesinspecteurs pédagogiquesrégionaux-inspecteursd'académie(IPR-I A)etpourlesinspecteursdel'Educationnationale (IEN);

Le positionnement du service académique d'inspection de l'apprentissage, sous l'autorité du directeur, chancelier des universités, par le décret n° 93-316 du 5 mars 1993.

1. MODALITÉ SET DOMAINES D'INTERVENTION DES CORPES D'INSPECTION DA NSL L'APPRENTISSAGE

Les missions des corps d'inspections ont définies par l'arrêté du 90-675 du 18 juillet 1990 modifié :
impulsion, animation, conseil, expertise, contrôle, inspection, évaluation.

L'intervention des corps d'inspection à compétence pédagogique (IPR-IA, IEN) s'effectuera aussi bien en formation initiale sous statut scolaire qu'en apprentissage et en formation d'adultes. Ainsi, ces corps d'inspection seront à même de conduire une action globale cohérente, tant auprès des établissements de formation, qu'auprès des entreprises et des autres partenaires. Cette cohérence est rendue d'autant plus nécessaire par la mise en place du contrôle encouragé de la formation et les perspectives de développement de l'apprentissage au sein de l'Education nationale dans le cadre de la recherche d'une complémentarité avec les formations initiales sous statut scolaire (qui demeurent la mission principale de la voie professionnelle des lycées).

Cet élargissement des champs d'intervention des corps d'inspection rend donc nécessaire leur rapprochement entre les profils actuellement utilisés pour l'affectation sur des emplois spécifiques à l'inspection de l'apprentissage et les options liées aux spécialités de recrutement des inspecteurs de l'Éducation nationale (enseignement technologique et professionnel). L'inspection générale de l'Éducation nationale et la direction des Personnels d'inspection et de direction, en liaison avec la direction des Lycées et Collèges, s'attachent à conduire cette harmonisation en veillant à ce que les responsabilités confiées aux corps d'inspection puissent s'exercer dans le cadre de filières disciplinaires.

L'intervention des corps d'inspection dans le domaine de l'apprentissage a été réduite du contrôle de l'animation pédagogique, tant au près des établissements de formation que des partenaires socio-professionnels qu'au près des conseils régionaux, doit s'exercer dans le cadre des missions déléguées au service académique d'inspection de l'apprentissage. Il est appelé à intervenir dans les interventions des inspecteurs à compétence pédagogique dans les entreprises employant des apprentis, en tant que commissaire enquêteur ou en tant que médiateur, conformément aux dispositions de l'article R.119-48 du Code du travail.

2. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE ACADÉMIQUE D'INSPECTION DE L'APPRENTISSAGE

2.1. Rappel des missions du service académique d'inspection de l'apprentissage

Conformément à l'article R.119-49 du Code du travail, le service académique de l'inspection de l'apprentissage, placé dans chaque académie sous l'autorité du recteur, chancelier des universités, a pour missions principales :

L'inspection pédagogique, administrative et financière des centres de formation d'apprentis ;

Le contrôle de la formation donnée aux apprentis dans les entreprises.

En outre, comme le prévoit le décret n° 88-103 du 29 janvier 1988, le service académique de l'inspection de l'apprentissage peut, en accord avec les organismes gestionnaires, apporter des conseils aux centres de formation d'apprentis ainsi que son concours à la formation des personnels des centres, à l'information et à la formation des maîtres d'apprentissage.

Par ailleurs, l'article R.119-48 du Code du travail prévoit que les services académiques d'inspection de l'apprentissage apportent leur concours aux conseils régionaux ainsi qu'aux comités régionaux et départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi pour l'exercice des compétences que le législateur leur a attribuées en matière d'apprentissage.

2.2. Modalités d'organisation et de fonctionnement du service académique d'inspection de l'apprentissage

Les nouveaux modes et domaines d'intervention des missions nécessitent un renforcement de la cohérence des modalités d'organisation et de fonctionnement des services académiques d'inspection de l'apprentissage.

À cet effet, il importe qu'un programme de travail du service académique d'inspection de l'apprentissage soit élaboré chaque année dans le cadre du programme de travail académique arrêté conjointement par les inspecteurs généraux de l'Éducation nationale et par le recteur de l'académie, chancelier des universités.

Celui-ci précisera notamment :

Les objectifs académiques dans le domaine du contrôle et de l'animation de l'apprentissage ;

Les modalités d'intervention des corps d'inspection sur la base d'une responsabilité définie disciplinaires ;

Les actions conduites dans le cadre de la mise à disposition du service académique d'inspection de l'apprentissage auprès du conseil régional, pour l'exercice des compétences attribuées dans le domaine de l'apprentissage par le législateur à la région par le décret n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifié ;

La contribution aux actions conduites dans le cadre des établissements de l'Éducation nationale, notamment l'entretien des centres de formation d'apprentis gérés par des établissements publics d'enseignement et l'introduction de l'apprentissage en EPLE.

Les missions du service académique d'inspection de l'apprentissage sont assurées par des inspecteurs à compétence pédagogique sur la base d'une mission spécifique qu'ils leur est confiée par le recteur ;

L'intervention de certains inspecteurs pourra être exercée de manière exclusive dans le cadre du service académique de l'inspection de l'apprentissage, notamment comme inspecteur dans le domaine administratif et financier.

La coordination du service académique d'inspection de l'apprentissage pourra être confiée par le recteur au délégué académique aux enseignements techniques.

Les modalités et le champ d'intervention des corps d'inspection dans le domaine de l'apprentissage dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, ainsi que les modalités d'organisation et de fonctionnement des services concernés, devront être définies en tenant compte également des dispositions particulières prévues par le Code du travail pour ces départements.

La mise en œuvre de ces nouvelles modalités d'organisation des services académiques d'inspection de l'apprentissage et de cette évolution nécessaire de l'intervention des corps d'inspection, sera accompagnée d'actions spécifiques intégrées dans la formation initiale et continue de ces personnels ainsi que d'un suivi national auquel sera associée l'inspection générale de l'Éducation nationale.

Jevousinviteàprocéder,s'ilestnécessaire,à l'aréorganisationduserviceacadémiqued'inspection de l'apprentissagedanslesperspectivespréciséesplu shaut,enrespectantlesmissionsquiluiontété confiées parlelégislateuretparlaréglementation,afind eluipermettredeparticiperpleinementaudévelop pement quantitatifetqualitatifdel'apprentissage.Acet effet,leserviceacadémiqued'inspectiondel'appr entissage devraconserversaspécificitéetêtrédotédesmoy ensmatérielsethumainslui permettantdefairefa ceà l'extensiondesesmissions.

Vousveillereznotammentàcequelesnouvellesmoda litésd'interventiondescorpsd'inspectiondans l'apprentissagen'entraînentpasunedénaturatione tuneréductiondesactivitéspropresauservice académiqued'inspectiondel'apprentissage,maisso ient,aucontraire,l'occasionderenforcerlacohé rence del'organisationdeceserviceainsiqueledévelo ppementdesesmissions.

Jevousdemandedebienvouloirmetransmettre,sou sledoubletimbredelaprésentnote,l'organisat ion quevousaurezadoptéepourleserviceacadémiqued el'inspectiondel'apprentissagedevotreacadémie en faisantapparaîtrelenomdesinspecteursainsique leursmissions.

(BOn °20du18mai1995.)

SIGNALE: Certaines références à des lois, règlements ou instructions contenues dans le présent texte sont susceptibles d'avoir été abrogées et, le cas échéant, remplacées, par des références nouvelles (codes, lois, règlements ou instructions postérieurs).
